Collectif RésisteR 54
S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !

RésisteR!

#1 - mars 2011

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation.

un aiR de révolution

Sommaire

UDAF..... 2
Tunis.....3
Justice.....4
Révolution.... 7
Orange 8

Agenda

Page 5

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur. Le prix de revient est de 0,25 €

EDITO

Il n'y a pas trente-six combats contre la domination, l'exploitation et l'imposture des gouvernants. Il y a un unique combat, c'est celui qui déferle dans le monde arabe aujourd'hui, et c'est celui qui nous anime ici.
RésisteR est un nouveau journal. Créé dans l'idée que les résistances peuvent et doivent se croiser, converger et se renforcer, parce que nous avons un temps de retard dans la coordination par rapport aux gens qui sont en face de nous. De la réforme des retraites à celle de la Sécu, des lois sécuritaires à la répression des sans-papiers et des sans-abris, des fermetures de classes aux fermetures de lits dans les hôpitaux, pas une semaine ne passe sans que tombe l'annonce d'une nouvelle attaque contre les salariés, les usagers des services publics, les chômeurs, les immigrés, les jeunes.

le vent de la contestation souffle et semble devoir emporter toutes les dictatures sur son passage.

Tout cela n'est pas seulement le fait du gouvernement actuel, même si tout le monde voit qu'il met la dose. Avec Sarkozy et ses amis, il y a les banques et les grandes entreprises qui ont renoué avec les profits record et qui veulent continuer à prospérer sur le dos de la majorité. Au plan international, il y a l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, toutes ces grandes institutions qui veillent à la bonne marche du système et pour cela organisent la pénurie pour les peuples. Mais du Yémen au Maroc en passant par l'Egypte et la Tunisie, le vent de la contestation souffle et semble devoir emporter toutes les dictatures sur son passage.
A vous toutes et tous qui n'approuvez pas le monde tel qu'il va : ce journal vous appartient. Rédigé par des militants de syndicats, associations ou partis, mais aussi par des gens n'appartenant à aucune organisation, il est ouvert à toutes les bonnes volontés dans sa réalisation comme dans sa diffusion. N'hésitez pas à l'afficher, le photocopier, le distribuer à vos collègues.
RésisteR : c'est pour nous un premier pas avant d'aller plus loin. Jusqu'à ce que le vent contestataire qui souffle sur l'Arabie et l'Afrique du Nord gagne nos rives, et qu'il balaye nos potentats. **Nous aussi, on les aura !**

Des Nancéiens nous informent

Les circonscriptions électorales ont été revisitées par le gouvernement selon l'ordonnance n° 2009-935 ratifiée par le Parlement (Assemblée et Sénat) le 21 janvier 2010. Ce redécoupage a été pensé et réalisé en fonction de la majorité gouvernementale. Des Nancéiens habitant respectivement dans deux circonscriptions modifiées ont eu la surprise de recevoir un courrier émanant d'une part de L. Hénart, d'autre part par V. Rosso-Debord, se présentant comme "leur" député... comme si les résultats des élections législatives de 2012 étaient connus d'avance. Ils nous ont fait part de leur indignation.
Pour ajouter à l'élégance du geste, ces courriers ont été faits et envoyés aux frais de l'Assemblée Nationale, donc avec nos impôts ! Si on ajoute le coût du papier, de l'enveloppe, de l'affranchissement, sans compter le temps des petites mains qui les ont réalisés, du facteur... on arrive, vu le nombre de courriers, à une somme que certains aimeraient bien avoir dans leur porte-monnaie par ces temps de crise !

N'hésitez pas à nous faire part de vos indignations, nous prendrons contact avec vous pour une éventuelle publication de celles-ci dans ResisteR

Pressions et répression contre les salariéEs à l'UDAF 54

Depuis plusieurs semaines la presse régionale se fait l'écho de la mobilisation des personnels de l'UDAF en solidarité avec Corinne Fouache, ex-déléguée syndicale. Corinne a été licenciée le 13 janvier suite à des absences pour arrêt de maladie et pour tout ce qui n'a pas été fait dans les dossiers du fait même de ces absences. Le licenciement est annulé une semaine plus tard, l'employeur n'ayant pas respecté les procédures. Ce qui ne l'a pas empêché d'entamer une nouvelle procédure de licenciement dans la foulée.

RésisteR. L'UDAF, qu'est-ce que c'est ?
Corinne. L'UDAF signifie Union Départementale des Associations Familiales. Il y en a une dans chaque département. Les services de tutelles se sont créés après la loi de 1966 et 1968 sur les "majeurs protégés" ou "incapables majeurs" (comme la loi les appelait avant). Nous sommes 80 salariéEs sur l'UDAF 54 répartis entre Longwy, Lunéville et Nancy, nous travaillons en lien avec les tribunaux d'instances de Briey, Lunéville et Nancy.
Les personnes que nous devons protéger nous sont missionnées par les juges pour enfant, les juges des tutelles et le Conseil général. La loi de 2007 a renforcé nos missions sur le plan juridique et augmenté nos responsabilités dans l'accompagnement et la protection de la personne, tout en diminuant les financements de ces suivis. Alors que nous avions un financement de l'Etat pour assurer un accompagnement social à un certain profil de "public" que les juges nous confiaient, aujourd'hui c'est le majeur qui paye sa tutelle. L'Etat n'intervient que pour les plus démunis et donne aux assos une dotation globale très en-dessous des besoins.

RésisteR. As-tu observé une dégradation des conditions de travail ces derniers temps?
Corinne. Les conditions de travail n'étaient déjà pas optimales quand je suis entrée à l'UDAF en 1996. A partir de 1999 il y a eu successivement les 35h, le passage à l'euro, l'informatisation des procédures et le changement de convention collective qui a supprimé les avantages sociaux liées aux congés, aux primes, aux remboursements de frais, etc., et qui a également reclassé les nouveaux salariés dans une grille de salaire moins intéressante.

"nous subissons des méthodes de gestion du personnel qui ressemblent fortement à des méthodes policières"

L'actuel directeur est arrivé en juillet 2008. Tout porte à croire qu'il a été recruté pour remettre de l'ordre et sa première mission a été de mettre en œuvre la pointeuse. Notre travail nécessite des allers et venues fréquentes et parfois "sur le champ" lors d'urgences de toutes sortes. Une pointeuse nous est apparue incongrue du fait même de nos missions. Aujourd'hui toute sortie est soumise à l'autorisation d'un cadre, nous devons justifier de tous nos faits et gestes en permanence, ce qui nous fait perdre un temps précieux dans la prise en charge et pour la réactivité de nos suivis. Les premières victimes en sont les majeurs protégés qui, de fait, ne le sont plus.
Depuis que ce directeur est arrivé, non seulement nous n'avons plus de financement avec une montée en charge du suivi de dossiers d'environ 20%, mais aussi nous subissons des méthodes de gestion du personnel qui ressemblent fortement à des méthodes policières (convocations, courriers à domicile, avertissements, menaces...).

RésisteR. Le patron ferait n'importe quoi pour te licencier, pourquoi?
Corinne. Pour mon licenciement c'est un peu compliqué car je suis en "plein dedans" et il m'est difficile d'analyser la situation avec du recul. Néanmoins je pense que le fait d'avoir été déléguée syndicale SUD pendant 7 ans contribue largement à peser en ma défaveur auprès de mon employeur. Je ne les ai pas ménagés et n'ai eu de cesse de critiquer les choix fait par la direction. Je suis une empêcheuse de tourner en rond et je n'ai jamais eu peur de ma hiérarchie. Ce licenciement est donc pour moi plus lié à ma personnalité et n'a rien à voir avec mes capacités ou incapacités professionnelles.

C'est subventionné et cela permet d'évacuer les gêneurs.

RésisteR. Comment s'organise la résistance à l'UDAF, et plus largement dans le secteur?
Corinne. La résistance s'organise en interne par le biais des instances représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT, syndicats). Également par des prises de position individuelles ou collectives au cours des rares réunions que nous avons. Nous essayons chacun à notre niveau d'alerter nos partenaires professionnels. La prise de conscience est longue : nous étions 5 syndiqués en 2001, nous sommes 22 aujourd'hui.
La résistance passe aussi par les tribunaux. Mais l'UDAF comme toutes les assos, a une ligne budgétaire qui s'appelle "provisions pour risques" qui prévoit les indemnités prud'homales ! C'est subventionné et cela permet d'évacuer les gêneurs. Quant à moi, s'ils parviennent finalement à me licencier pour faute grave et qu'ensuite je gagne au procès (je reste optimiste) je ne demanderai pas d'indemnité mais ma réintégration !
Je compte bien continuer à défendre les plus faibles et les plus démunis au sein d'une institution subventionnée par la collectivité et donner ma force de travail dans un climat débarrassé des petits chefs incompétents et incapables de dialoguer.

R

En direct de Tunis

Un mois après la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali, chacun a repris son train-train dans la capitale tunisienne, moi le premier. L'excitation révolutionnaire s'est tassée, c'est du moins ce que j'en perçois depuis les fenêtres de mon étage de villa, au milieu de ces demeures bourgeoises. Chose notable : l'omniprésence des rumeurs, qui persistent depuis la deuxième semaine de janvier. La plus étonnante de ces quinze derniers jours est celle d'une agression massive dans un jardin d'enfants (lequel ?) : intrusion d'adultes, gamins frappés, voire enlevés... Tout cela s'est avéré totalement infondé, mais la panique est montée de façon incroyablement rapide.

Un soir où il gardait la barricade du voisinage, il s'est fait tirer dessus par des policiers/miliciens.

En ce qui concerne la transition démocratique en cours ici, le moins que l'on puisse dire c'est que les opinions divergent (plutôt bon signe !), mais aussi que le niveau d'implication est radicalement différent d'une personne à l'autre. Tous mes interlocuteurs n'ont pas participé aux manifestations du début du mois de janvier.

Le plus exposé d'entre eux habite le Bardo, un quartier populaire de l'Est tunisois, travaille comme vacataire à l'école française, et arrondit ses fins de mois en organisant des séjours de découverte de la Tunisie ayant pour thème le développement durable. Un soir où il gardait la barricade du voisinage, il s'est fait tirer dessus par des policiers/miliciens.

Un autre est resté à l'abri avec sa famille pendant la semaine d'émeute, s'est bien sûr sincèrement réjoui de la chute de la dictature, avant de retourner travailler pour une grande compagnie pétrolière. Comme tous les hommes, il a participé au comité qui veillait sur le quartier pendant la semaine qui a suivi le départ de Ben Ali. Une de ses inquiétudes, outre le danger islamiste qu'il ne surestime pas, c'est la fin du libéralisme en Tunisie. Comme tous les partis d'opposition rentrés au gouvernement de transition sont de gauche, il craint un glissement vers le socialisme, l'intervention de l'État, et la diminution de la place accordée à l'initiative ou à l'entreprise privées.

Fatma, enfin, souhaite une transition en douceur. Personnellement, cette sexagénaire issue de la classe intellectuelle (ainsi que son mari) soutient un des partis d'opposition rentrés dans le nouveau gouvernement, et milite pour un retour au calme afin d'organiser la transition la plus efficace vers la démocratie. Dans le même temps, elle comprend parfaitement l'impatience sociale des plus pauvres. Ce sont eux qui ont commencé cette révolution, et on ne leur a toujours pas répondu m'affirme-t-elle. Elle reconnaît d'ailleurs que la résolution du chômage et de la pauvreté demanderont plus de temps que la simple organisation d'élections libres.

L'éviction systématique des personnes ayant fricoté avec l'ancien régime se poursuit, tandis que de nombreuses manifestations ou grèves spontanées éclatent, demandant des hausses de salaire ou des améliorations des conditions de travail (c'est le cas à Tunisair, mais aussi dans certaines entreprises étrangères installées dans le pays).

D'après Khalil, jeune étudiant réalisateur, ces mouvements sont insignifiants, car menés par des personnes qui ne voient pas plus loin que le bord de leur gamelle, alors qu'ils n'ont pour la plupart pas levé le petit doigt avant le 14 janvier. Cet opposant viscéral à la dictature observe toutefois que le mouvement de contestation (le « vrai » : celui qui est parti du centre du pays, et qui s'inscrit dans la continuité des émeutes qui ont fait chuter Ben Ali) demeure peu organisé ; les comités de quartier, assurant la vigilance nocturne après le 14 janvier, se sont dissouts. Il n'en reste pas grand-chose. Il relève quelque chose d'assez paradoxal en Tunisie : selon lui, la population a confiance dans ses élites intellectuelles, notamment dans leur faculté à prendre l'administration du pays en main ; en revanche, il trouve ces mêmes élites souvent assez méprisantes ou méfiantes vis-à-vis des catégories moins aisées et moins éduquées de la population. Cela le révolte, bien sûr, et il fustige d'autant plus les élites que ce ne sont pas elles qui ont mis la dictature à bas ! Bien souvent, elles n'ont pas ou guère pris part aux émeutes (à l'exception notable des avocats, qui ont appuyé les revendications populaires très rapidement), elles n'ont pas pris de risque, se contentant d'attendre les événements. Sans généraliser absolument ce point de vue, j'ai eu l'occasion d'échanger avec un ancien Tunisois, prétendant qu'il n'était pas forcément bon pour l'économie qu'on laisse s'exprimer les personnes pauvres, ou « peu éduquées »...

En discutant avec lui, j'apprends aussi qu'à Redeyef, cette petite ville située à proximité de Gafsa, dans le bassin d'extraction des phosphates, les habitants sont en grève générale, en raison de la situation sociale et politique. Donc toute la Tunisie n'est pas rentrée dans le rang : la mobilisation se poursuit, au moins ponctuellement. Pendant ce temps, les autres peuples arabes descendent dans la rue pour réclamer la fin des systèmes oppresseurs auxquels ils sont soumis. Tou-te-s les Tunisien-ne-s leur souhaitent de réussir, bien sûr !

Saheb Franj.

R

Paroles de magistrate

Le 10 février 2010 avait lieu une journée de protestation, de l'ensemble des personnels de la justice.
Nous avons pu rencontrer Anne-Marie GOBIN. Vice-présidente chargée de l'application des peines au tribunal de Grande Instance de Nancy, elle répond à quelques questions.

RésisteR. Bonjour, quel est votre sentiment sur le fait que c'est quasiment une première qu'il y ait tant de personnels différents rassemblés du même secteur et particulièrement de la justice ?

Anne-Marie Gobin. Mon sentiment c'est que ça dépasse effectivement tout ce qu'on a pu connaître jusque-là et que les difficultés concernent tout le monde, pas seulement les magistrats. Ce n'est pas une réaction corporatiste comme on a pu le dire, ce n'est pas un problème de responsabilités, les responsabilités on les assume, c'est un problème effectivement de manipulation d'opinion, de chercher des coupables là où ils ne sont pas. Les responsables ce n'est pas forcément nous. C'est vrai que ça touche énormément de monde, ça touche les travailleurs sociaux, les greffiers, les avocats, ça touche aussi les policiers qui ont pris le courage de venir alors qu'ils ont subi des pressions pour ne pas être là. C'est vraiment la démocratie qui est en danger. C'est important qu'on soit là et ce qui est sans précédent c'est que ce n'est pas juste comme on veut bien le dire quelques syndicats qui ont poussé deux ou trois juges dehors : c'est toute la magistrature y compris les magistrats de la Cour d'appel, les procureurs généraux, la Cour de cassation, le Conseil supérieur de la magistrature qui a recadré un peu les choses ce matin. Donc c'est vraiment sans précédent parce que tout le monde est là, y compris des gens que l'on ne voit jamais dans les manifestations, donc ce n'est pas juste syndical.

RésisteR. Par rapport à ce mouvement qui est en train de naître, et même s'il y a déjà eu des signes avant-coureurs, comment envisagez-vous la suite ? Envisagez-vous une extension ou d'autres formes d'action ?

A.-M. G. Jusqu'à présent, il n'y a jamais eu que quelques petites actions de la part des magistrats, et c'était pour dénoncer des problèmes sur les grands principes comme la suppression du juge d'instruction par exemple. Là c'est complètement différent. Je pense que le gouvernement imagine que lundi matin, on va rentrer au tribunal, qu'on va reprendre nos piles de dossiers dans les mêmes conditions pitoyables, comme de bons petits soldats. Sauf que ce n'est pas du tout l'intention que l'on a. Pour nous ce soir, c'est d'attendre la parole du chef de l'Etat et voir effectivement s'il va reconnaître que les propos mensongers qu'il a tenus l'étaient. Mais je n'ai pas trop d'espoir ! Nous nous revoyons en interne vendredi pour nous poser la question : « Maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? ». S'il y a eu des fautes il faudra les sanctionner mais en tout cas dans l'immédiat, les fautes que nous avons commises sont d'avoir accepté tout ça pendant des années en nous comportant comme de bons petits soldats, parce que derrière nos dossiers, il y a des gens. Et que souvent nous sommes prêts à tout accepter pour les justiciables. Travailler dans des conditions et avec des cadences lamentables, demander à nos greffiers des choses lamentables. On accepte parce qu'on ne peut pas dire aux gens à 17h00, « désolés, on s'en va ». Et c'est normal que ne nous ne fassions pas cela. Sauf qu'en faisant ça on a fait le jeu de la dégradation de l'institution judiciaire. Mais maintenant nous ne sommes plus dans une situation acceptable et nous n'avons plus l'intention de continuer comme ça pour le justiciable. Nous on s'en fout ça fait des années que nous travaillons comme ça donc ce n'est pas un problème. Mais les justiciables ont le droit d'être représentés, d'être respectés, quel que soit le problème.

"c'est la vérité contre le mensonge, il faut manifester."

RésisteR. Justement, pensez-vous que les justiciables soient conscients de la situation et qu'ils comprennent le mouvement ?

A.-M. G. Je pense qu'une partie de la population ne peut que penser que c'est un mouvement de quelques privilégiés puisque sans cesse on le leur répète dans les médias et dans les discours politiques, par les membres du gouvernement et par le président lui-même. C'est tout simplement pour déplacer la responsabilité, c'est plus simple de dire : « C'est de la faute des magistrats » que de remettre en cause les choix budgétaires et politiques. Se servir comme le fait le gouvernement d'un fait divers et d'une victime est monstrueux, car ça entretient des idées fausses : sur le fait qu'il n'y aurait que le président qui souffre de la situation de Laetitia, les victimes, nous nous les avons toujours en face de nous. Dire que c'est de la faute des magistrats, ça évite de regarder vraiment l'état de la justice et tout est comme ça. Donc il y a une partie de la population qui est influencée, mais il ne faut pas prendre les Français pour des cons, et les gens commencent à comprendre. Ils nous disent que nous sommes les derniers garants des libertés, c'est la vérité contre le mensonge, il faut manifester.

[Merci.] R

Censure
Celle du Net progresse dangereusement, à mesure qu'un nombre croissant de gouvernements démocratiques proposent ou mettent en œuvre des mécanismes de filtrage (ou blocage) de sites pour contrôler Internet. Outre le fait qu'il est parfaitement inefficace, ce mode de régulation est profondément dangereux du point de vue des libertés fondamentales. Pour en savoir plus : www.laquadrature.net/fr

---

Sortie de crise ?
Le groupe bancaire BNP-Paribas vient d'annoncer un bénéfice net de 7,8 milliards d'euros en 2010, en hausse de 34% sur 2009.

8 mars

Un peu partout, à la télévision, à la radio, dans la presse écrite, la France célèbrera la journée de « la » femme.
A cette occasion, le collectif féministe Debout ! invite chacun et chacune à exprimer et partager son avis sur une question très simple :
Si aujourd'hui, c'est la journée de la femme, selon vous LA FEMME c'est quoi aujourd'hui ?

Toute personne, homme ou femme, individu ou collectif, organisé-e ou non, anonyme ou non, peut apporter sa contribution d'un simple mot ou pamphlet d'une page selon son inspiration et l'envoyer à l'adresse du collectif.
Le collectif Debout !
http://collectif-debout.org

Chaque dernier samedi du mois, RESF54 appelle à former un cercle de silence pour dire au ministre du drapeau et de la rafle qu'ici les enfants et leurs parents sans-papiers qu'il pourchasse sont sous notre protection.

Le 26 février à 15h
Place Stanislas à Nancy

18 mars 1871 – 18 mars 2011
La Commune de Paris a 140 ans !
Pour marquer l'événement,
la Chorale des Sans Nom
invite tous les prolétaires énervés, en colère, à remettre ça et donnera un concert le

RÉPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ
COMMUNE DE PARIS
La Commune de Paris DÉCRÈTE :
1° La conscription est abolie ;
2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;
3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.
LA COMMUNE DE PARIS.

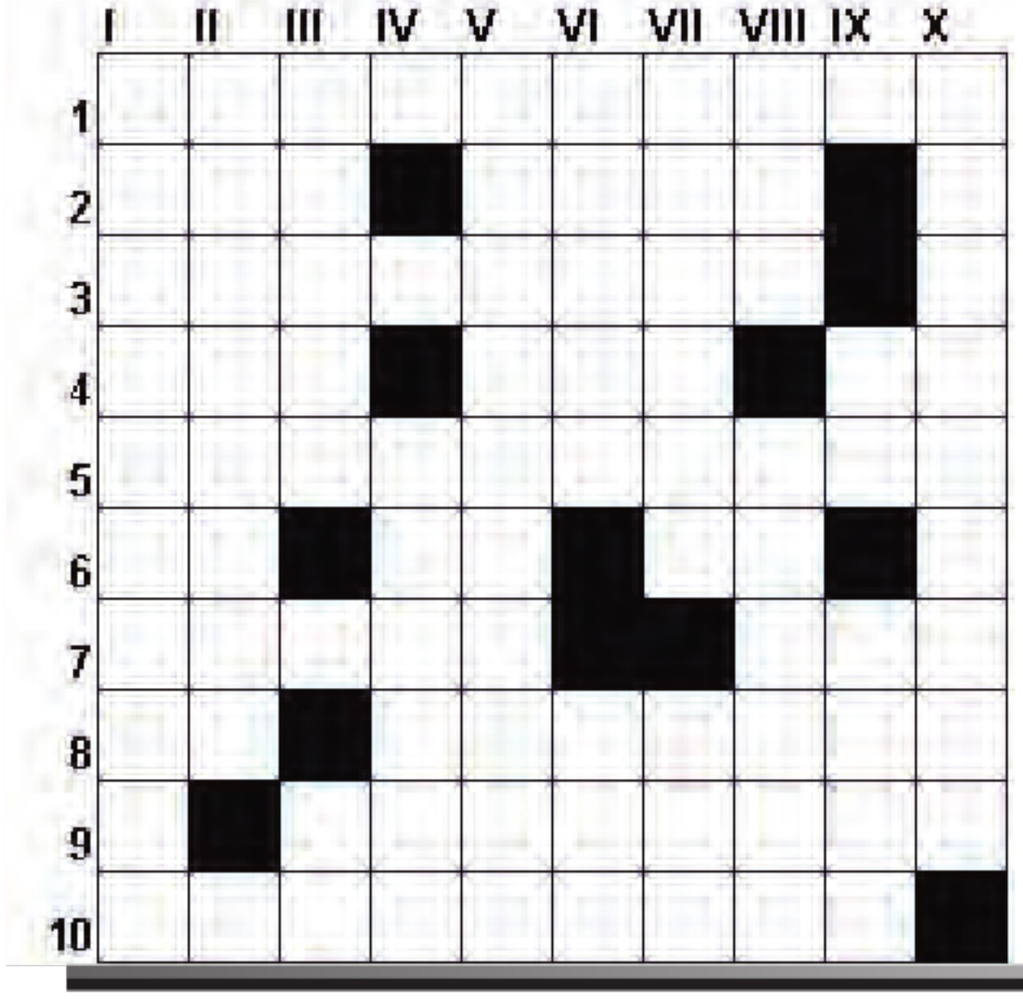
Vendredi
18 mars
18h30
Porte Héré
à
Nancy

Le site FSL-Nancy est un outil participatif !
L'agenda rassemble les évènements des associations, syndicats et collectifs du Grand Nancy et de Meurthe-et-Moselle...
Diffusez vos actions avec le plus grand nombre : nous sommes en lien avec les principales listes de diffusions militantes de Nancy… (non lucratives, non partisanes et non confessionnelles)
Pour un agenda complet en temps réél -> www.fsl-nancy.fr

CINEMA Le jeudi 31 mars au Caméo

Le "Collectif RésisteR" organise une projection du film "**Remue Ménage dans la sous traitance**" tourné par "Collectif 360° et même plus".
Dans la région parisienne en mars 2002, des femmes de chambre employées par la société Arcade pour travailler dans les hôtels Accor, se mettent en grève. Leurs revendications principales : la baisse des cadences de travail et le paiement de toutes les heures travaillées. La plupart des grévistes sont des mères de famille d'origine africaine qui vont pour la première fois lutter pour leurs droits.
Après un an de lutte, elles sortent victorieuses.
Tourné sur une période de plus de quatre ans, ce film brosse un tableau de luttes où avec peu de moyens mais une volonté tenace, des individus organisés collectivement, bousculent la loi de la soumission qui règne dans le monde du travail et en particulier dans la sous-traitance.

Mots croisés par Victor K.



Horizontalement
1 Recel Rossinien. ***2*** LGBTI? . Ferais mieux d'aller à la pêche!. ***3*** Comme la misère sur le populo. ***4*** Vivement qu'il soit là! . Pouêt!.Pouêt! ***5*** Il semblerait que la fille Lepen le soit malheureusement moins que son père. ***6*** Métal. Hic. Cih.
7 Comme SUD Rail mais c'est pour ça qu'on les aime. Porte.
8 Haute tension. Une grève l'est quand elle devient générale.
9 Grosses Bertha. ***10*** Parfois manchots.

Verticalement
I Concentrez vous, vous devriez deviner. ***II*** A virer s'il n'a pas de plumes. ***III*** Parties saillantes. Le V en est. ***IV*** Dans les marais. V Avec lui c'est toujours serré. ***VI*** Au jus!. Comme un argument du PS. ***VII*** Sacrées. Université de l'Illinois. ***VIII*** Un flux. Corriger un skinhead ***.IX*** Avec elle c'est oui même quand c'est non. Notes. ***X*** Fins des haricots.

AGENDA

Continuez la lecture de ces trois articles sur le site du Collectif.

Trois bonnes raisons pour détruire l'Éducation Nationale.

Les objectifs sont au nombre de trois. Dans l'immédiat, c'est avant tout celui de réduction drastique des dépenses que poursuit le gouvernement, un objectif qui découle des impératifs imposés par la Révision générale des politiques publiques et la Loi organique relative aux lois de finances. Il se traduit surtout sous la forme de suppressions de postes (déjà 50.000 depuis 4 ans, 80.000 d'ici la rentrée 2012, 16.000 pour la rentrée prochaine dont pas moins de 841 en Lorraine, l'Académie de France la plus touchée). Elles ont pour conséquence un abaissement de l'accès et de la qualité d'enseignement, avec des classes toujours plus surchargées, des profs moins bien formées, et ce à tous les niveaux d'enseignement :

Pour les enfants les plus jeunes, le gouvernement s'oriente vers le remplacement de la maternelle par des jardins d'éveil, sur le modèle des Kindergarten allemands, des structures payantes pour les familles et où les enfants ne sont pas encadrés par des enseignants mais par des personnels recrutés localement sans garantie quant à leur statut et à leur formation.

Au primaire, outre que des horaires et contenus d'apprentissage ont été réduits, le plus grave reste la disparition en cours des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, une couleuvre avalée par certaines organisations syndicales ou de parents d'élèves éblouies par la petite monnaie que le gouvernement leur a laché : le remplacement du samedi matin par quelques heures de soutien après la classe.

Même arnaque au collège où les heures d'aide et d'enseignement en petits groupes compris dans les emplois du temps des profs et des élèves ont disparu pour laisser la place à l'accompagnement éducatif, un dispositif qui compte avant tout sur la bonne volonté des enseignants payés en heures supplémentaires et qui, dans certains établissements, se tient après les cours et reste donc inaccessible aux élèves qui prennent les transports scolaires. Peu d'illusions sont à se faire sur sa pérennité, les profs s'y engageant de moins en moins.

Un prof en colère

A suivre sur www.crr54.lautre.net

CONSCIENCE DE CLASSES

Selon Karl Marx, la société se divise en deux grandes classes sociales : les prolétaires et les capitalistes ou, en d'autres termes, ceux qui ont besoin de vendre leur force de travail pour pouvoir manger tous les jours et ceux qui détiennent la force monétaire et s'accaparent la force de travail des premiers pour mieux s'enrichir.

C'est le schéma de l'opposition ouvriers/patronat, lequel aura été le moteur pendant près d'un siècle de luttes et d'avancées sociales, que le capital aura concédées pour ne pas voir remettre en cause l'ensemble du système qui les met au sommet de la pyramide sociale.

Brouiller les consciences, poser les jalons et semer l'idéologie du fatalisme

En 1983, dans un contexte de perte de pouvoir d'achat et de développement du chômage, au moment où François Mitterrand engage la France dans le tournant de la rigueur, celui-ci disait :

« La lutte des classes n'est pas pour moi un objectif… Je cherche à ce qu'elle cesse !… Se réunissent peu à peu les conditions d'une trêve des classes, et ensuite d'une paix des classes. Et tout mon effort à moi, comme président de la République française, sans rien oublier des différences qui existent, des privilèges et des oppositions, c'est de parvenir à réduire cet antagonisme pour réaliser l'union ou le rassemblement des Français pour le redressement national. »

S9L

A suivre sur www.crr54.lautre.net

L'Université de Lorraine : le dernier hochet des notables

Le paysage universitaire en Lorraine est en train de bouger. Les deux universités de Nancy et l'INPL (qui regroupe les écoles d'ingénieurs), ainsi que l'université de Metz, viennent de décider de fusionner en un seul établissement au 1er janvier 2012. Imaginez un peu le mastodonte : près de 55.000 étudiants et plus de 6.500 personnels. Dont une bonne pelletée de précaires soit-dit en passant.

Alors tout ça pour quoi faire ? On a du mal à voir. Des coopérations existaient déjà entre les universités, que ce soit au niveau des formations ou des équipes de recherche, qui s'appuyaient sur un intérêt pédagogique ou scientifique. L'objectif de créer cette super-université est-il d'améliorer les conditions d'enseignement ou de recherche ? Ben non. En fait le projet a mûri dans les cercles dirigeants des universités, avec l'appui de la ministre Valérie Pécresse, et avec l'appui de tous les politiciens locaux. C'est sans doute dans cette convergence que réside une partie de l'explication.

Correspondant.

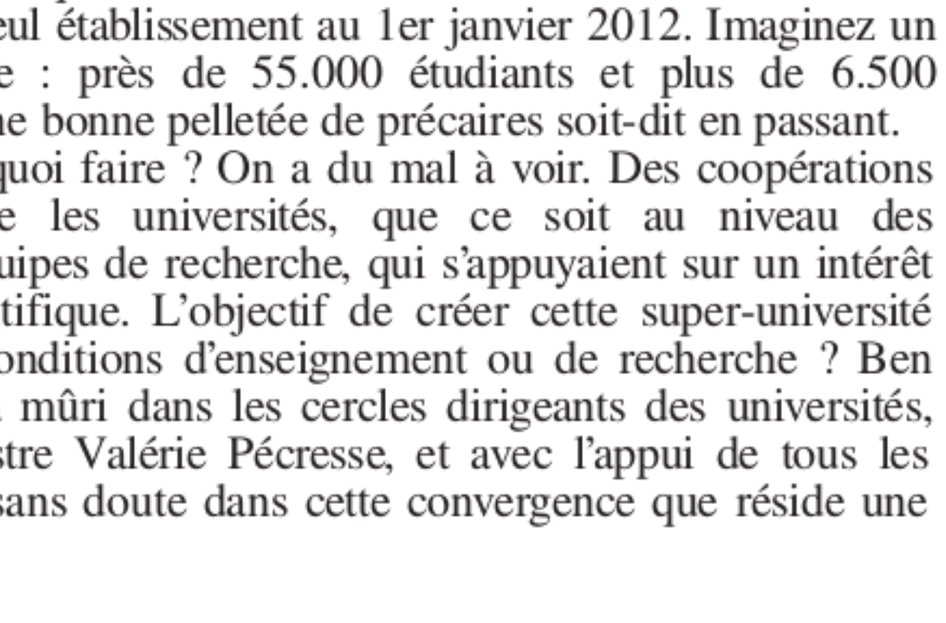
A suivre sur www.crr54.lautre.net

La casse des services publics

Face à la casse des services publics de nombreux foyers de résistance se développent. Les Etats Généraux du service public tenus à Orly les 29 et 30 janvier ont réuni une grande partie des forces organisées résistant et luttant pour une défense, une reconstruction et un développement des services publics. Un Pacte a été signé par tous les participants et une feuille de route pour des actions futures a été adoptée.

Le Collectif de défense et de développement des services publics de Meurthe-et-Moselle, partenaire des Etats Généraux et adhérent à la Convergence Nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, s'est engagé à populariser ce Pacte, à mener les grandes actions préconisées par la feuille de route, à soutenir les actions de résistance, à s'informer et à informer sur l'état de la casse dans le département.

Contact : **www.etatsgeneraux-servicepublic.fr**



Extrait de la « Charte du journal RésisteR »

"Le journal du CRR est [donc] un moyen de la convergence des luttes de résistance. Il est aussi le lieu de l'expression de toutes les créations engagées ou à engager pour en finir avec l'aberration que constituent le capitalisme, la xénophobie et l'exclusion.
Son fonctionnement est collectif. Le contenu des articles et textes publiés est librement décidé par un comité de rédaction. Le comité peut notamment couper ou modifier un article, en accord avec son auteur s'il ou elle le signe.
Celui-ci fonctionne de manière ouverte. Y prennent part tous ceux qui participent activement d'une manière ou d'une autre au journal. Seuls les individus en tant que tels s'y expriment. Ils y expriment bien sûr leur sensibilité mais aussi naturellement celles des partis et organisations auxquels ils peuvent appartenir. Il n'y a donc pas de « délégués » ou de « représentants » au sein de ce comité.

Réunion de fondation,
le 31 janvier 2011."

Vous pouvez retrouver l'intégralité de la charte et adresser vos articles sur le site du collectif

De Tunis au Caire, le souffle de la révolution

Aujourd'hui les peuples arabes se soulèvent pour dire non aux dictateurs, aux dictatures. Aujourd'hui le peuple égyptien à l'instar du peuple tunisien défie ses bourreaux en réclamant haut et fort le droit à la dignité et au respect de sa personne.
A présent, il n'a plus peur, à présent il ose, il s'exprime et inscrit ses pensées en brandissant calicots et banderoles « A bas les despotes ! A bas les diktats ! Dehors la barbarie ! » et bien d'autres pensées encore qu'il avait enfouies au fond de son âme pendant plusieurs décennies.

Aujourd'hui la coupe est pleine...

Tous les peuples arabes se réveillent dit-on. C'est donc qu'ils étaient endormis ? Depuis quand ? Et comment ? Et qui les avait endormis ? La mouche Tsé-Tsé ? Voilà des questions qui ne manqueront pas de traverser l'ensemble du monde endormi, depuis le Maroc jusqu'au Bahreïn, jusqu'au Yémen et bien au-delà.

Un monde arabe en léthargie n'avait été qu'un énième fantasme de l'occident qui se plaisait à ne l'imaginer que sous l'angle des contes des Mille et Une Nuits, des harems et de la danse du ventre. Ce même monde lui dit aujourd'hui : « Finis les contes, à présent passons au récit de nos luttes, à la célébration de notre existence et de nos faits d'armes ». Et sans violence aucune, nous défilons tous les jours pour exiger le départ des responsables de nos misères : qu'ils sortent de notre vie et qu'ils ne reviennent plus. Un monde arabe endormi et qui se plaît dans son état d'endormissement? Une image qui ne fait sourire que les imbéciles. Car je puis vous dire, moi, que jamais la résistance n'a capitulé. Par bien des fois elle a faibli. Oui. Démissionné, jamais.

Et puis le silence des morts reprenait ses droits.

Sauf que... oui, sauf qu'à chaque fois qu'un peuple arabe s'est mutiné, l'on verrouillait autour de lui portes et fenêtres. On fermait les frontières, toutes les frontières, on lâchait les hyènes et l'on massacrait à satiété. Tout cela se faisait dans un silence de nuit glaciale, planétaire, comme cela arrangeait les puissances de ce monde, ce qui filtrait n'avait droit qu'à quelques entrefilets épars dans certains journaux d'Europe et d'ailleurs. Et puis le silence des morts reprenait ses droits.

Aujourd'hui, les nouvelles technologies ont permis aux peuples de la planète entière d'être témoins de la bravoure des peuples tunisien et égyptien, de leur détermination inexorable à s'affranchir successivement des dictatures de Benali et de son sosie égyptien. Merci à Facebook, Twitter et aux autres. Ah ! Puissiez-vous avoir été là quelques décennies plus tôt !

Aujourd'hui, les puissants de ce monde se réveillent à un monde qu'ils voulaient mort, tout comme ces idiots de despotes arabes qui pensaient que l'on pouvait faire mourir un peuple ou le réduire au silence sépulcral des grands cimetières.

Les peuples tunisien et égyptien viennent de leur signifier qu'on ne peut tuer en un peuple sa volonté de vivre, encore moins le réduire à l'état de momie. Dorénavant, il va falloir compter avec l'avis des peuples, tous les peuples, qu'ils soient arabes, africains ou même extra-terrestres.

Merci à eux, merci à leur courage. Quant aux despotes, « qu'ils s'en aillent tous ! ».

Le 14 février 2011. ***N. Youssef***

R

Humour
*"Je fais mon travail. **Mon travail, c'est de faire en sorte que**, pays par pays, on essaie d'arranger les choses pour que la situation aille mieux, pour que **les plus vulnérables soient protégés** et cela occupe mon temps." (DSK sur France 2, le 20 février 2011)*

*"Pour accroître la compétitivité de l'économie française et mettre à profit l'expansion du commerce international, il faut de nouveau privilégier les mesures propres à **modérer la croissance des coûts salariaux**, intensifier la concurrence et promouvoir l'innovation. (...)*
*Pour soutenir l'emploi des travailleurs plus âgés, il convient d'améliorer les incitations à continuer de travailler, notamment par la mise en oeuvre effective d'exigences en matière de recherche d'emploi, parallèlement à la **réforme du système de retraite**. Une **déréglementation plus poussée** des marchés des produits serait de nature à accroître l'efficience économique et le bien-être."*
(Bulletin du FMI en ligne, le 30 juillet 2010).

Merci à Fanch pour les dessins. http://blog.fanch-bd.com

Orange… Ô désespoir !

Dans quelques mois le sigle France Telecom (FT) devrait disparaître au profit d'Orange. Opérateur historique des télécommunications françaises, FT se fondra dans cette multinationale aux bénéfices colossaux. Comment en est-on arrivé là ? Qu'est-ce que les citoyens-usagers devenus clients, les agents et l'Etat ont gagné de cette privatisation ?

L'Etat

Dans les années 70, la France était en matière de télécommunications dans les derniers de la classe parmi les pays dits « développés ». Jusqu'alors réservé aux entreprises et aux classes dirigeantes ou fortunées, l'Etat se lance dans un grand chantier de démocratisation du téléphone. En quelques années, non seulement le retard est comblé mais une avance technologique (minitel) se développe, grâce notamment à un centre de recherche public et performant. Le débarquement du minitel au Canada inspirera Bill Clinton pour lancer les « autoroutes de l'information » plus connues sous le nom d'« Internet ».

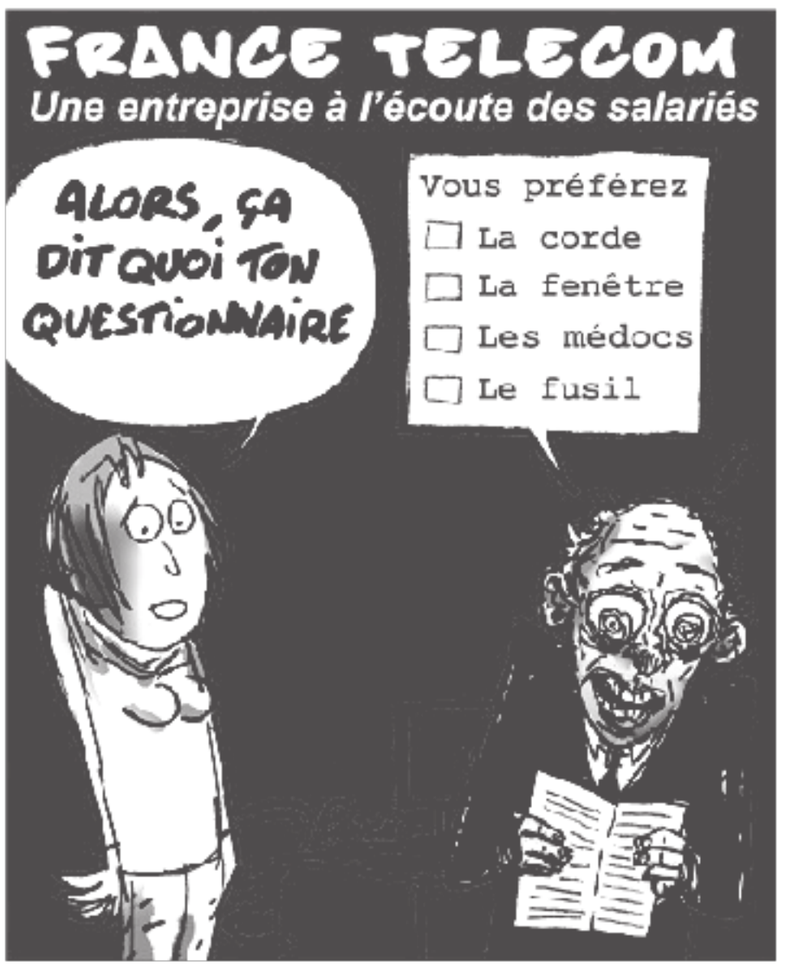
Durant les années 80-90, l'Etat a utilisé les fonds de l'entreprise publique FT devenue bénéficiaire pour de grands programmes d'intérêt général, dans l'espace avec Ariane, ou dans les écoles avec la fourniture d'équipements informatiques.

Aujourd'hui le réseau traditionnel se dégrade. FT n'investit plus que dans le Très Haut Débit avec un plan réseau en fibre optique… uniquement pour les 220 plus grosses agglomérations. Un français sur deux pourra ainsi bénéficier non seulement du téléphone, de l'internet mais aussi de la TV en 3D en sus de l'accès aux réseaux sociaux, à la vidéo, la musique, les jeux… avec une qualité optimale. C'est en cours pour les Messins, et c'est programmé pour ce premier semestre aux Nancéens. Pour les autres, habitants ruraux ou de petites villes, les citoyens se contenteront encore longtemps d'un simple réseau haut débit installé pour certains à grand frais par les collectivités territoriales. C'est le cas en Meurthe-et-Moselle. Le Conseil général a investi en moyenne 300 € par habitant dans un réseau secondaire mis à disposition d'opérateurs privés.

Les agents

Avant la privatisation, l'entreprise publique comptait 160 000 fonctionnaires. Aujourd'hui les effectifs de FT sont réduits à moins de 100 000 et les opérateurs concurrents n'en ont recruté que quelques centaines. Pour parvenir à supprimer plus d'un emploi sur trois, un plan drastique a été mis en place qui ressemble à s'y méprendre à un plan social : fermetures de sites, mobilités forcées, changements de métier, départs anticipés, démissions encouragées (essaimage). Ce qui explique en grande partie les suicides et le malaise social qui défraient encore aujourd'hui les chroniques médiatiques. La mise en place d'une gestion individualisée n'a fait qu'aggraver la situation : objectifs croissants, flicage, performances comparées, challenges, concours débiles…

Certains agents craquent ou se résignent, pendant que d'autres se soumettent parce qu'ils ne résistent pas à l'attraction des primes individuelles. Savez-vous par exemple que les primes à la vente physique ou par téléphone peuvent varier de 0 à 6000€ par mois ! Ceci explique en partie ce qui suit…



Les plumés

Vous vous êtes reconnus ? Eh oui, il s'agit bien de vous, chers lecteurs, chers citoyens-contribuables devenus clients. Comment vous êtes-vous fait et vous faites-vous encore plumer ?

Primo. Les gouvernements successifs depuis les années 90 ont offert les réseaux publics à FT, devenue une multinationale, qui s'est empressée de vendre les bijoux de famille pour éponger une dette colossale due à l'éclatement de la bulle spéculative. Savez-vous par exemple que tous les bâtiments ex-publics de FT, y compris les centraux téléphoniques, sont la propriété de fonds de pension américain ?

Deuxio. Les mêmes instruits de la politique libérale nous ont expliqué que la privatisation serait bonne pour nos porte-monnaie grâce à la fameuse « concurrence libre et non faussée ». Vous n'êtes toujours pas convaincus ? La Cour européenne de justice non plus qui a condamné il y a quelques mois les trois gros opérateurs concurrents pour entente illicite !

Tertio. Cette privatisation devait encore améliorer la performance et la qualité grâce à la précieuse concurrence. Est-il besoin de vous convaincre : moindres travaux à votre domicile et déplacements abusivement facturés et trop souvent tardifs ou inefficaces, réseaux dégradés, SAV injoignables…

Enfin après la spoliation, le mensonge et la dégradation : les arnaques ! Les plus courantes sont les ventes forcées ou dissimulées. Exemple : à la suite d'une visite à un point de vente, d'une participation à un jeu concours gratuit, d'une demande de documentation, d'un échange de matériel ou encore d'un changement d'abonnement, au mieux on vous offre deux mois d'abonnement gratuit qui se convertira automatiquement en abonnement définitif si vous ne résiliez pas dans les délais, au pire on vous colle des abonnements, des services ou des options à l'insu de votre plein gré ! Interrogez les associations de consommateurs à ce sujet ou comparez vos factures d'avant la privatisation !

Comme vu précédemment, dopés par les primes, certains salariés, le plus souvent payés au SMIC quand ils ne sont pas en temps partiel imposé, multiplient ces placements frauduleux pour atteindre leurs objectifs ! Leurs patrons n'ignorent rien de ces arnaques. Ils ferment d'autant plus facilement les yeux que moins de 30% des plumés font une réclamation ! Les autres 70% continuent à payer un service ou une option qu'ils n'ont pas voulus ou dont ils ignorent même l'existence.

Un conseil : commencez à RESISTER en épluchant vos factures !

Un deuxième conseil : intéressez-vous à ce qui se passe dans les autres entreprises ex-publiques comme EDF ou la SNCF, mais aussi dans tous les services publics comme ce qui concerne l'Education ou la Santé. Les mêmes causes produisent souvent les mêmes effets, et à force de vous faire plumer vous allez attraper froid ! Si vous êtes un gros actionnaire achetez rapidement des taies et édredons à remplumer, vous êtes les seuls à qui profite le crime des privatisations !

Comme nous : RESISTER !

Léon De Ryel R